

Je n'ai pas été appelé à étudier ce projet au comité des langues officielles. S'il y parvient, j'espère en avoir l'occasion. Je ne sais pas si le libellé de ce projet de loi est parfait ou s'il mérite certains changements ou certains amendements.

La question des sociétés d'État a été soulevée, mais je n'y vois aucun problème fondamental. S'il y a des problèmes, ils pourront être examinés par le comité des langues officielles. Mais laisser simplement tomber l'affaire sous prétexte que certains membres du caucus conservateur ont estimé que la Loi sur les langues officielles était une erreur, qui se sont déclarés publiquement à l'avance...

M. Lewis: C'est stupide et vous le savez.

M. Cassidy: Je pense qu'il y a des députés de l'aile manitobaine du parti conservateur qui ont fait connaître leur opinion sans ambiguïté...

M. Lewis: C'est non seulement stupide, mais c'est anti-parlementaire.

M. Cassidy: ... sauf qu'ils ont été rappelés à l'ordre par leur chef. A ce stade, ils ont, sous la contrainte, déclaré qu'ils pensaient qu'ils appuyaient la Loi sur les langues officielles.

M. Lewis: Absolument ridicule.

M. Cassidy: Mais ils étaient forcés, et nous le savons tous, monsieur le Président, car certains d'entre eux ont soutenu activement l'autre côté, tout comme le chef et l'ensemble du caucus du parti conservateur du Manitoba. L'exploitation de la question linguistique par les conservateurs du Manitoba discrédite le parti, car ils ont ranimé la querelle sur cette question au cours de l'année dernière.

Je déclare, monsieur le Président, que la Chambre devrait reconnaître le grand courage de Howard Pawley, premier ministre du Manitoba, de son cabinet et du gouvernement néo-démocrate.

[Français]

Le courage qui a été démontré par le premier ministre, M. Howard Pawley, son Cabinet et le Nouveau parti démocratique, le gouvernement de la province du Manitoba, face à la résistance du parti conservateur dans cette province et à cause des efforts du Nouveau parti démocratique dans le gouvernement Néo-démocrate du Manitoba, pas de régler un problème qui avait été créé par leur gouvernement, mais pour régler un problème dont l'histoire a commencé avec le parti conservateur, je ne sais pas exactement à quel moment, mais un problème qui existe depuis plus d'un demi-siècle... Alors, le courage démontré par le Nouveau parti démocratique en essayant de trouver une solution, en essayant de négocier une solution avec la société Franco-Manitobaine...

Monsieur le Président, nous avons l'intention d'augmenter le pourcentage de nos votes dans la province de Québec lors des prochaines élections. Comme je l'ai dit lors de mon voyage à Québec vendredi dernier, le caucus de notre parti a l'intention d'ouvrir les fenêtres et les portes au Québec, de coopérer avec notre parti dans la province de Québec, d'assurer aux Québécois un vrai choix au cours des prochaines élections.

Langues officielles—Loi

Monsieur le Président, j'ai remarqué au cours des dernières élections qu'il était très clair que les Québécois désiraient un changement du parti libéral. Ils ont déclaré carrément qu'ils cherchaient un changement. Mais le changement dont ils ont écopé, ce n'était pas, dans plusieurs cas, le changement qu'ils cherchaient.

La seule option disponible aux dernières élections, c'était le parti conservateur. C'est pour cela qu'ils ont élu autant de députés conservateurs. Je soupçonne qu'il y a pas mal de Québécois qui acceptaient la politique proposée par le parti conservateur pendant la campagne électorale. Mais je me demande sérieusement, monsieur le Président: Est-ce que les Québécois qui ont vraiment voté conservateur ont désiré les politiques qui sont maintenant proposées, qui sont maintenant en train d'être mises en œuvre du côté du gouvernement conservateur, maintenant que le gouvernement est au pouvoir et non simplement en campagne électorale?

J'ai remarqué, monsieur le Président, comment le parti conservateur, au cours des dernières élections, a dit une chose, mais maintenant, ils admettent franchement qu'ils ont caché leur politique à l'électorat par crainte que l'électorat ne l'aimerait pas...

[Traduction]

M. Lewis: Pouvez-vous vous en tenir au projet de loi?

M. Cassidy: Je ne faisais que répondre, monsieur le Président, aux interjections du député de Simcoe-Nord (M. Lewis). Je pourrais peut-être maintenant en revenir au projet de loi.

Je suis déçu, monsieur le Président, que le premier ministre (M. Mulroney) ait dit que ce n'était plus pour lui une priorité que de faire en sorte que l'Ontario prenne les mesures nécessaires pour devenir officiellement bilingue. Je pourrais sans doute faire remarquer que le premier ministre de l'Ontario, M. Davis, a siégé pour la dernière fois à l'assemblée législative vendredi. Il a démissionné et un nouveau chef prendra ses fonctions après le congrès qui se tiendra en janvier. Je suis déçu qu'aucun des quatre candidats à la direction du parti en Ontario ne soit prêt à mettre sa réputation en jeu et à dire qu'il s'apprête à rendre l'Ontario officiellement...

M. Lewis: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. J'ai lu très soigneusement la motion présentée par le député d'Ottawa-Vanier (M. Gauthier). Dans cette motion, il n'est absolument pas question de la campagne à la direction du parti conservateur en Ontario.

Le président suppléant (M. Paproski): Ce n'est pas un rappel au Règlement.

• (1750)

[Français]

M. Cassidy: Mon collègue vient de l'Ontario, monsieur le Président, et j'aime bien causer un peu des choses qui touchent l'Ontario. Il a critiqué mes commentaires sur le Québec, et après avoir présenté les commentaires sur le Québec, je vais essayer de changer de sujet.